

Le PP assigne la RTBF et RTL

Le Parti populaire assigne RTL et la RTBF pour les obliger à couvrir ses événements et inviter ses représentants, notamment aux débats politiques ou préélectoraux. « Notre parti compte plus de 3.500 membres dans près de 120 sections locales », explique son président, Mischaël Modrikamen. « Il a obtenu deux députés, un fédéral et un régional, aux dernières élections. En raison de son positionnement de droite assumée, unique en Wallonie-Bruxelles, le PP contribue à diversifier l'offre politique. Cependant, les rédactions de la RTBF et de RTL continuent de faire comme si nous n'existions pas. »

M. Modrikamen a déjà effectué cette démarche vis-à-vis de la RTBF. « En 2012, elle a été condamnée par une ordonnance cinglante l'enjoignant à respecter son obligation de pluralisme politique », explique-t-il. « Ce qu'elle ne fit jamais, faute d'as-

treintes (...) Pour exister, un parti a besoin de visibilité médiatique. En dépit de la déferlante des nouveaux médias, le citoyen demeure grand consommateur de radio et de télé. »

Ce n'est pas la seule action en justice que le PP a annoncée hier. Il a aussi l'intention d'assigner pour calomnie deux journalistes « d'Apache » et l'eurodéputé belge Bart Staes (Groen), qu'il accuse d'avoir monté une campagne de diffamation contre les partis eurosceptiques, alors que sa formation européenne ADDE fait face à des déboires financiers.

« DISSIDENTS »

M. Modrikamen est vice-président de l'Alliance pour la démocratie directe en Europe, qui regroupe le UKIP britannique (Nigel Farage), « Debout la France » de Dupont-Aignan, etc. Il accuse les journalistes de dénoncer à tort des détourne-

ments de fonds européens de la part de l'ADDE (en liquidation) et du PP, qui ont déjà organisé des activités conjointes (congrès...).

Selon le président du PP, ces journalistes « *subsidés par l'Union européenne et la fondation Open Society de George Soros* » mènent une campagne de presse discréditant les partis eurosceptiques, le PP en particulier. « *Nous avons l'impression d'être traités comme des « dissidents » dans une Europe de moins en moins démocratique.* » ●